

« Contraintes et capital
dans
la formation de l'Europe
990-1990 »

Charles TILLY

43ME03HC : Histoire comparée des processus de développement

Master 1 « Histoire et civilisation comparées »

Urruticoechea Egoitz

L'ouvrage que nous allons traiter : « Contrainte et capital dans la formation de l'Europe 990-1990 », s'agit de l'œuvre majeure de Charles Tilly, sociologue américain.

Face à une sociologie mettant l'accent sur la recherche de théories générales, Tilly va développer une sociologie de la comparaison et d'analyse contextuelle.

En consacrant sa vie active à l'élaboration d'une « sociologie politique intrinsèquement historique »¹, il a voulu réconcilier histoire et sociologie.

Ainsi, c'est dans cette perspective rigoureusement comparative que Charles Tilly s'attelle dans l'ouvrage « Contrainte et capital » à la lourde tâche d'étudier la complexité de la formation des États modernes et du développement du capitalisme. En contextualisant le processus de formation des États, Charles Tilly pense pouvoir dégager les éléments qui pourraient permettre de développer une théorie pour expliquer les grandes transformations du continent européen sur une longue période.

En ce qui nous concerne, nous allons nous arrêter au premier chapitre de son ouvrage : « Cités et États dans l'Histoire mondiale »². L'intérêt de ce chapitre réside dans le fait qu'il s'agit d'un condensé, d'un résumé de l'ouvrage.

¹ Cf. Hubert Rioux, *Charles Tilly : un riche héritage pour la sociologie politique*. Politique et Sociétés, vol. 30, n°3, 2011, p. 99.

² Charles Tilly, *Contrainte et Capital dans la formation de l'Europe 990-1990*. Aubier, 1992, pp. 17-74.

Dans un premier temps, Charles Tilly nous fait une brève présentation du rôle des États dans l'Histoire, et souligne la multiplicité des voies empruntées par les différents pays européens pour aboutir à un seul modèle étatique, celui de l'État national. D'où la difficulté d'en déduire une théorie linéaire de la transformation de la forme étatique.

Ensuite, il va nous présenter les différentes théories disponibles sur ce sujet.

Une fois qu'il aura énuméré les lacunes de chacune d'entre-elles pour établir une théorie valable pour toutes les variantes de la transformation des États, Charles Tilly va nous présenter la logique de sa pensée.

Ainsi, en se basant sur une comparaison minutieuse de l'articulation des Cités et des États particuliers en Europe, il en conclura que deux facteurs clefs, la contrainte et le capital, permettent d'expliquer la formation de l'État dans sa complexité. Il faut préciser que le facteur de contrainte est conçu à la fois comme un élément interne et externe, la contrainte extérieure se caractérisant par la guerre.

De la combinaison de ces deux variables, Tilly va opérer un découpage de la période allant de 990 à 1990. Les quatre étapes de sa périodisation mettent en avant le poids de la guerre dans la transformation de l'État.

Enfin, Charles Tilly nous présente les trois parcours étatiques nés de cette même combinaison.

Les États dans l'Histoire

Il entame sa réflexion en constatant que l'État est une organisation institutionnelle qui s'est progressivement imposé. Son importance à grandi avec le temps.

Il faut rappeler que ce n'est depuis la Seconde Guerre Mondiale que le monde entier est divisé en États indépendant.

Charles Tilly privilégie la définition organisationnel de l'État qui suit : « organisations maniant la contrainte, distinctes des *maisons* et des groupes parentaux, et qui bénéficient d'une priorité indiscutée à certains égards sur tout autre organisation, à l'intérieur d'un territoire important ».3

S'il choisit de cantonner son étude au continent Européen, c'est parce que le modèle étatique développé en Europe, plus précisément l'État-national, est devenu la référence dans le monde entier.

Mais ceci n'implique pas que le processus de transformation du système d'États en Europe ait été linéaire. Au contraire, comme l'indique Charles Tilly, il s'agit plutôt d'une « histoire troublée et hasardeuse des États européens ».4 Il ne faut pas perdre de vue, selon Tilly, que certains pays comme l'Espagne ou l'Allemagne ne deviennent des entités avec un minimum de cohérence que très tardivement.

3 Charles Tilly, *Contrainte et Capital dans la formation de l'Europe 990-1990*. Aubier, 1992, p.18.

4 *Ibid.* p.23.

En effet, en l'an mil, l'Europe était loin de constituer une entité et un territoire avec une existence cohérente. Bien au contraire, il s'agissait d'une réalité multiforme.

Mais à la différence des autres Continents, en Europe il existait un potentiel et un degré d'homogénéité suffisamment important, pour permettre l'émergence du processus de transformation des États. Ce socle commun était alimenté par l'héritage de l'empire romain, la religion, les langues ; mais surtout, par un processus d'urbanisation caractérisé par le maillage de cités commerçantes.

Selon Tilly, l'interaction entre les Cités et les États, sous l'emprise de la dynamique du capital et de la contrainte, aura joué un rôle particulier dans l'évolution de la géographie politique de l'Europe.

Ainsi, toute démarche d'investigation du processus de transformation du système d'États doit commencer par les recherches sur l'évolution de la contrainte et du capitalisme.

Différents types d'États ont coexistés et se sont succédés en Europe jusqu'à l'avènement progressif et tardif de la forme de l'État-national. D'où la double question de Charles Tilly : Pourquoi, et comment expliquer la diversité des formes d'État en Europe depuis 990 ? Et pourquoi un cheminement si différents pour aboutir au final au modèle de l'État-national ?

Avant de formuler sa pensée, Charles Tilly nous présente les différentes théories disponibles sur la transformation de l'État.

Les théories disponibles

Charles Tilly comptabilise au nombre de quatre les théories

disponibles sur la formation de l'État.

Les analyses étatistes

Bien qu'il s'en approche fondamentalement (il reconnaît avoir puisé chez les étatistes de nombreux documents pour alimenter ces réflexions), Tilly conteste les analyses étatistes car ils ont tendance à traiter la transformation de l'État comme inhérente aux facteurs internes à l'État, et ne prennent pas en compte l'influence ni du facteur économique ni celui du facteur international.

Pour ne citer que quelques auteurs des analyses étatistes : Bertrand Badie et Pierre Birnbaum, Paul Kennedy ou Mc Neil.

Les analyses géopolitiques

Selon Tilly, les analyses géopolitiques sur-dimensionnent l'importance du système international dans la transformation de l'État. Certes, ils permettent de trouver un point d'équilibre avec les analyses étatistes trop penchées sur les facteurs internes, mais ne permet pas la mise en lumière du lien entre les différentes formes d'États et leurs imbrication dans le système international.

Parmi les auteurs des analyses géopolitiques nous pouvons citer : James Rosenau et William Thompson.

Les analyses du mode de production

Les analyses du mode de production ont tendances à analyser la forme d'État exclusivement à partir du décryptage qu'ils font du mode de production. Il s'ensuit une analyse pertinente des rapports de force à l'intérieur de la société, de la lutte de classe, pour le contrôle et la définition du mode de production ;

mais ils ne permettent pas d'expliquer pourquoi des sociétés ayant des modes de production similaire ont adoptées des modèles d'États différents.

Parmi les auteurs des analyses du mode de production se trouve Parry Anderson, auteur qui est cité plusieurs fois dans l'ouvrage de Tilly.

Les analyses du système mondial

Enfin, Tilly reproche aux analyses du système mondial d'avoir cumulé les erreurs des analyses géopolitiques et des analyses du mode de production. Car ceux-ci pensent pouvoir expliquer la formation de l'État, d'une part à partir du mode de production, et d'autre part à partir de sa place dans l'économie mondiale. L'État étant façonné par la classe (la classe dirigeante) ayant obtenu le contrôle du mode de production, dans le but d'optimiser ses intérêts aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, c'est à dire dans l'économie mondiale.

Parmi les auteurs des analyses du système mondial nous pouvons citer Immanuel Wallerstein.

Selon Tilly, il y à deux points majeurs de divergences qui apparaissent entre ces différentes théories : d'une part, le niveau de causalité entre les changements économiques et la formation de l'État ; et d'autre part, le degré d'influence des facteurs extérieurs (internationaux) dans la transformation de l'État.

Au final, aucune des quatre analyses ni leurs combinaison lui paraissent valable pour faire émerger une théorie éclairant la diversité des voies empruntées par les différents pays européen pour aboutir à la forme de l'État national.

Charles Tilly reconnaît se situer dans la continuité de plusieurs

spécialistes (dont Stein Rokkan, le politologue norvégien avec lequel il collabora), qui auraient selon lui posés dans les bons termes la problématique de la transformation du système d'États en Europe.

L'apport de Charles Tilly consiste à placer au centre de de son analyse « l'organisation de la contrainte », et notamment la préparation de la guerre. Ainsi, la contrainte, les moyens indispensable à la contrainte (le capital) et à la préparation de la guerre permettraient d'éclairer la trajectoire de chaque État, et de leurs place dans le système international.

Contrainte et Capital

Selon Tilly, l'histoire de la transformation des États serait marquée par l'interaction entre ceux qui détenaient les moyens de la contrainte et ceux qui détenaient le capital. Ainsi, l'évolution du capitalisme ne peut se comprendre en dehors de la transformation de l'État (de l'organisation de la contrainte), et vice-versa.

Il pose donc deux variables au centre de sa réflexion : celle du capital et celle de la contrainte. Mais il va plus loin. La forme que va prendre un État va dépendre non seulement de la combinaison du capital et de la contrainte, mais aussi du degré de concentration et d'accumulation de ces deux variables.

Avant de présenter les différentes combinaisons et leurs résultats, commençons par cerner les variables du capital et de la contrainte. Selon Tilly, « alors que le capital définit le royaume de l'exploitation, la contrainte définit

celui de la « domination » ». ⁵

Le capital ou « le royaume de l'exploitation ».

Pour Charles Tilly il faut concevoir le capital dans son sens le plus large. Il faut prendre en considération toutes les ressources mobilières ainsi que les revendications concernant ces ressources. Les capitalistes sont donc ceux « qui se spécialisent dans l'accumulation, l'achat et la vente du capital ». ⁶ Ils accumulent les richesses qui se dégagent des relations de production et d'échange.

Les Cités-États résultent des processus d'accumulation et de concentration du capital. Il s'agit du lieu de prédilection des capitalistes, qui trouvent dans l'organisation des Cités le moyen de garantir leurs droits.

Quand il y a une forte accumulation de capital sans qu'il y ait suffisamment de concentration, de nombreux petits centres apparaissent. Ainsi, les Cités n'ont pu se développer que par un juste équilibre entre accumulation et concentration du capital. Cet équilibre a provoqué une croissance urbaine à l'échelle de son territoire, et le développement d'une économie régionale.

La contrainte ou « le royaume de la domination ».

Nous avons vu plus haut que pour Charles Tilly la définition de l'État est étroitement liée à celle de la contrainte, puisque il s'agit selon lui d'une « organisation maniant la contrainte ». Nous pouvons en déduire, que pour l'auteur sans pouvoir de contrainte il ne peut y avoir d'État.

5 *Ibid.* p.45.

6 *Ibid.* p.42.

Voici la définition de la contrainte de Charles Tilly : « La contrainte inclut toute action concertée -réelle ou virtuelle- visant à provoquer des pertes ou des dommages à des personnes ou à des possessions d'individus ou de groupes qui ont conscience de l'action et du dommage potentiel ». ⁷

Cette contrainte repose sur l'armée mais aussi dans l'intimidation, l'emprisonnement ou l'expropriation. La contrainte ne se résume pas à l'utilisation de la force coercitive. C'est l'éventualité de l'application de ces mesures coercitives qui calme les ardeurs des opposants, ou des rivaux.

Lorsque la combinaison de l'accumulation et de la concentration des moyens de contrainte se réalise il y a formation d'un État.

Ainsi, l'État peut asseoir sa domination aussi bien vis à vis des rivaux de l'intérieur que des rivaux de l'extérieur. Dans le rapport de force avec les concurrents extérieur, l'État à recours à la guerre.

La guerre :

Le titre du chapitre 3 de son ouvrage résume à la perfection le rôle assigné par Charles Tilly à la Guerre dans le processus de transformation de l'État : « Comment la guerre fait l'État et inversement ». ⁸

Pour Charles Tilly le facteur de la guerre, est une variable à part entière, qui alimente et conditionne à la fois la combinaison entre la contrainte et le capital, et de ce fait, la transformation de l'État.

7 *Ibid.* p.45.

8 *Ibid.* p.119.

Nous verrons, que cette interaction se produit à différents niveaux. D'abord, à chaque fois que l'État par l'usage de la guerre agrandi son assise territoriale, il se trouve dans la nécessité d'organiser l'administration du territoire qui est passé sous sa domination. Ainsi, « la conquête précède l'administration ». ⁹

Ensuite, l'engagement guerrier et surtout sa préparation oblige l'État à trouver des ressources supplémentaires.

Pour prélever ces ressources (impôts,...), l'État met en place une nouvelle infrastructure, qui avec le temps se développe plus vite que les armées. Cette administration qui acquièrent de plus en plus de poids à l'intérieur de l'État, va faciliter l'émergence d'un groupe de dirigeant qui aura tendance à limiter les interventions guerrières, car incompatible avec leurs propres intérêts.

De plus, les prélèvements imposés à la population pour subvenir aux besoins inhérents à la guerre seront à la source de nombreux conflits, déstabilisant tour à tour tous les types d'États.

Ces dilemmes seront résolus de différentes manières, en fonction de l'organisation particulière de chaque État :

L'empire, issue d'une concentration élevée de contrainte, mais de faible accumulation, va faire le choix de laisser l'administration des pays conquis entre les mains des pouvoirs régionaux, avec une large autonomie.

Dans le cas d'une **souveraineté étatique fragmentée**, marquée par une accumulation élevée de la contrainte et une concentration plutôt faible, il n'y aura point d'appareil d'État pérenne au niveau national et c'est le jeu des alliances et des coalitions temporaire qui va prévaloir.

L'état nation, issue d'une combinaison optimale de la concentration et de

9 *Ibid.* p.47.

l'accumulation de la contrainte, va mettre en place une structure centrale relativement coordonnée englobant des organisations militaires, fiscales, administratives et mêmes distributives conséquentes.

Le fait que ces trois types d'États aient coexistés sur une période longue remet en question selon Charles Tilly le préjugé d'un seul processus dans la formation de l'État en Europe. Cette diversité de trajectoire peut s'expliquer par les différentes combinaisons de la contrainte et du capital.

Différentes articulations de la contrainte et du capital

En prenant en considération les variables de la contrainte et du capital, ainsi que le poids de la guerre dans la transformation de l'État, Tilly va entreprendre un découpage de la période historique allant de 990 à 1990.

Il constate que cette période correspond à une concentration et à une accumulation plus forte du capital et de la contrainte. Mais cette tendance se concrétise d'une manière irrégulière. C'est la guerre et la préparation de la guerre qui vont façonner sur le long terme les États européens, et leurs destinés. D'où l'importance de celle-ci dans la périodisation effectuée par Tilly.

Il faut noter que les intervalles historiques de sa périodisation peuvent fluctuer selon les parties de l'Europe qui sont concernées.

Le patrimonialisme (de 990 jusqu'au XIV^{ème} siècle) : Cet intervalle historique, correspond à la période où les monarques prélevèrent les moyens pour financer la guerre sur les populations occupant les territoires sous leurs contrôles. Ce prélèvement s'effectuait sous forme de tribut, et taxes féodales. Pour ce faire, les monarques étaient dépendant des pouvoirs intermédiaires pour financer la guerre, surtout pour le prélèvement des tributs.

Le courtage (de 1400 à 1700) : Cette période est marquée par un poids croissant du mercenariat dans le déroulement de la guerre. Ce qui équivaut à un accroissement des besoins financiers. L'intervention des capitalistes dans le financement de la guerre devient incontournable pour les détenteurs de l'État. En plus de financer la guerre par les prêts, les capitalistes se chargent d'instaurer une organisation de collecte des impôts.

La nationalisation (de 1700 à 1850) : L'accroissement de l'intensité des guerres ayant rendu le mercenariat plus contraignant et moins efficace, progressivement des armées et des flottes massives sont organisés. Parallèlement à l'intégration des forces armées dans l'administration, l'État va reprendre le contrôle de l'administration fiscale aux capitalistes.

La spécialisation (à partir du milieu du XIXème siècle) : L'armée se développant progressivement elle deviendra une branche spécialisée du gouvernement. De cette spécialisation découle une séparation des activités militaires et fiscales ; mais aussi une différenciation de la contrainte intérieur et extérieur, par la division du travail entre police et armée. Ainsi, progressivement l'État élargi ses prérogatives. Le modèle de l'État-nation, protecteur, distributeur, et régulateur est en construction.

En résumé, la recherche des ressources pour financer la guerre a contribué à l'organisation d'une administration, qui par son propre accroissement, à son tour, a modifiée le processus guerrier.

A l'intérieur de ces grandes tendances historique, les États européens ont suivies des trajectoires différentes. En effet, les détenteurs du

pouvoir étatique dans leurs soucis commun de bien préparer la guerre, ont dû s'adapter aux conditions sociales de leurs pays, en nouant des liens particuliers avec les principales classes sociales. Ces rapports ont modelé les formes de gouvernements.

Charles Tilly identifie trois trajectoires distinctes. Chacune d'entre-elles résulte d'une combinaison particulière de la contrainte et du capital.

Le parcours **à forte contrainte** fut caractérisé par la mise en place d'une organisation de masse pour le prélèvement des moyens nécessaire à la guerre. Le prélèvement s'effectuait aussi bien sur sa propre population que celle des territoires annexés. Il s'agit de la typologie des Empires, dont la Russie est cité comme exemple.

Dans le parcours **à fort capital**, l'État se soucia de tisser des liens avec les détenteurs du capital, pour que ceux-ci financent l'entreprise de la guerre. Ainsi la guerre put être financée sans la mise en place d'une structure étatique pérenne. Les cités-Etats tels que la République hollandaise ou Gênes sont cités en exemple.

Enfin, il y a le parcours **à contrainte capitalisée**. Dans ce parcours, qui est présenté comme intermédiaire par Tilly, les détenteurs du pouvoir étatique incorporèrent les capitalistes dans la structure étatique. Cette incorporation créa une collusion d'intérêts, et une interaction entre les détenteurs de la contrainte et ceux du capital. Cette troisième voie, empruntée par la France et l'Angleterre, anticipa la construction des États nationaux.

Malgré une différence notoire dans ces parcours, Tilly note que l'ensemble des État européen vont converger vers un niveau de concentration de capital et de contrainte jamais connu.

En effet, seul le parcours à contrainte capitalisée a survécu du fait de l'articulation optimale du capital et de la contrainte. Dans le parcours à contrainte capitalisée, le pouvoir politique a pu obtenir le capital nécessaire à une organisation efficiente de la contrainte, par la mise en place d'un appareil de coercition suffisamment important pour pérenniser sa domination.

CONCLUSION

Les processus de transformations des États européens ainsi présentés, pour Charles Tilly le plus important est de prendre conscience qu'il n'existe pas une seule et unique voie de développement.

Si nous pouvons constater la prééminence du modèle de l'État national, c'est à son efficience dans le processus guerrier qu'on le doit. Il faut donc se garder de sanctuariser l'État-nation. Ne s'agit-il pas d'un accident de l'histoire ?

La diversité des voies empruntées par les États européens sur la longue période étudiée dans cet ouvrage indique bien qu'à chaque étape historique plusieurs futurs distincts étaient possibles. Il faut donc se garder d'analyser la formation de l'État comme un processus aboutissant inéluctablement à la forme d'État national. Certes, il s'agit pour Charles Tilly le processus le plus abouti.

Pour que la contrainte (et son financement) soit tolérée sur la longue durée, « l'État a dû élaborer des systèmes de médiation avec la société

civile »¹⁰. Cette médiation aboutissant *in fine* au régime démocratique. Le régime démocratique serait donc une contrepartie de l'Etat pour obtenir le consentement de la population concernée.

Même s'il se garde de sacraliser le modèle étatique résultant de cette interaction sociale, à aucun moment, cet équilibre n'est considéré par l'auteur comme pouvant être remis en question.

En même temps, partant de la prémisse que loin d'être une forme achevée du pouvoir politique, l'État demeure un processus qui se transforme, Charles Tilly nous met en garde quand à l'avenir des États-nationaux que l'on connaît aujourd'hui.

Deux processus concomitant nous rappelle la fragilité de leurs existences : d'une part, les mouvements des nations sans États qui revendiquent le droit à l'autodétermination (pour n'en citer que deux, les événements récents en Ecosse et en Catalogne); et d'autre part, les associations d'États qui grignotent progressivement les compétences et la sphère d'influence des États. Ces deux dynamiques ne sont-elles pas liées au phénomène de la « mondialisation », processus duquel l'État participe ?

Même si dans l'ouvrage « Contrainte et capital » Charles Tilly ne voyait pas d'alternative viable à la forme de l'État national, force est de constater que depuis sa parution, l'évolution des événements et de l'histoire continue à bouleverser la géographie politique de l'Europe, berceau de l'État national.

Nous pouvons constater que l'ouvrage « Contrainte et capital » se situe dans la continuité du travail de Norbert Elias, sociologue comparatiste

10 Darviche Mohammad-Saïd. État-Nation : un couple indissociable ?. In: Pôle Sud, N°14 - 2001. p.7.

d'origine allemande, qui dans son ouvrage de référence¹¹ se propose d'analyser la sociogénèse de l'État. Certes, Charles Tilly franchit un pallier supplémentaire dans l'étude du long processus de formation des États, en insistant sur le rôle de la contrainte.

Une remarque s'impose sur le lien entre coercition/contrainte et État. Le processus de transformation de l'État aboutissant à la forme d'État-nation, nous pouvons constater une variation dans le regard porté par Charles Tilly. Car, d'une utilisation non exclusive de la contrainte on passe à une situation de monopole de la force coercitive.

Ce constat le rapproche de la pensée weberienne qui fait du « monopole de la contrainte physique légitime »¹² l'un des éléments fondateurs de l'État.

Pour conclure, la lecture de cet ouvrage nous amène à considérer la pensée de Charles Tilly comme incontournable pour quiconque veut s'intéresser à la formation des États-nationaux modernes.

11 Elias Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Agora, 2007.

12 Max Weber, *Économie et société*, vol1., Pocket, Paris, 1995, pp. 96-97.

Références sur la biographie

Charles Tilly (1929-2008) – Bibliothèque nationale de France.
www.bnf.fr/documents/biblio_tilly.pdf

Dans Wikipedia
http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles_Tilly

Bibliographie

Darviche, Mohammad-Saïd. État-Nation : un couple indissociable ?. In: Pôle Sud, N°14 - 2001. pp. 3-15.

Norbert, Elias, *La dynamique de l'Occident*, Agora, 2007.

Rioux, Hubert, *Charles Tilly : un riche héritage pour la sociologie politique*, Politique et Sociétés, vol. 30, n°3, 2011, p. 99-122.

Tilly, Charles, *Contrainte et Capital dans la formation de l'Europe 990-1990*.
Aubier, 1992.

Weber, Max, *Économie et société*, vol1., Pocket, Paris, 1995.